

De l'importance de la liberté des médias

**Preuve de la valeur de la liberté des médias pour la santé,
l'économie, la démocratie, la paix et l'environnement**

Dieter Zinnbauer, École de commerce de Copenhague

Septembre 2024

À propos de l'auteur



Dieter Zinnbauer travaille depuis plus de 25 ans à l'intersection de la recherche et de la pratique politique dans le domaine de la gouvernance et de la communication avec des groupes de réflexion, des universités, des ONG et des OIG de premier plan. Dieter est titulaire d'un doctorat de la London School of Economics et est actuellement chercheur invité à la Copenhagen Business School, où ses travaux portent sur l'évolution des notions de responsabilité et d'intégrité des entreprises.

À propos de la Coalition pour la liberté des médias

La Coalición por la Libertad de Prensa (MFC, por sus siglas en inglés) es una asociación interregional de países que trabajan juntos para defender la libertad de los medios de comunicación dentro y fuera de sus fronteras. La MFC se creó en julio de 2019 durante la Conferencia Mundial por la Libertad de Prensa y ahora cuenta con más de 50 Estados miembros de seis continentes. La MFC trabaja en colaboración con expertos jurídicos (a través del Grupo de Alto Nivel de Expertos Jurídicos en Libertad de Prensa), la sociedad civil (a través de la Red Consultiva de la MFC), la UNESCO y otros organismos para promover la libertad de prensa y la seguridad de los periodistas. Lo hace mediante una combinación labores de promoción, intervenciones en casos relacionados con la libertad de prensa, acciones a través de embajadas, facilitación de reformas jurídicas, actos y convocatorias, y apoyo al Fondo Mundial para la Defensa de los Medios de Comunicación de la UNESCO.

Ce rapport a été commandé par le secrétariat de la MFC. Les opinions, résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce rapport sont ceux de l'auteur et ne représentent pas nécessairement les opinions des pays membres de la MFC.

Nous remercions les nombreuses parties prenantes internes et externes au gouvernement, qui ont proposé des éléments à inclure dans ce document.

Ce travail est publié sous licence [CC BY-NC-ND 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/)

© MFC 2024

Sommaire

Introduction.....	4
Démocratie et participation.....	6
Développer les connaissances politiques, encourager la participation et la contestation politique	6
Inclusion et autonomisation : acquérir une voix collective, une reconnaissance et une plateforme publique	7
Lutter contre les "fake news" et soutenir l'intégrité des élections.....	8
Lutter contre la corruption et obliger le pouvoir à rendre des comptes	9
Vue d'ensemble : liberté des médias et bonne gouvernance - elles sont inséparables et se renforcent mutuellement.....	10
Santé.....	11
De meilleurs résultats en matière de santé	11
Établir le droit à la santé pour tous et le considérer comme un droit humain	12
Des bébés et des mères en meilleure santé	12
Répondre aux questions de santé stigmatisées et marginalisées	13
Une meilleure réponse aux urgences sanitaires actuelles	14
Paix, sécurité et cohésion.....	15
Economie	17
Des marchés qui fonctionnent bien et une informations fiable	17
Détecter et décourager la fraude et la collusion au sein des entreprises	18
Environnement	20
Dénoncer les crimes contre l'environnement, promouvoir la justice environnementale.....	20
Faciliter la transition énergétique	21
Conclusion et perspectives	22
Bibliographie.....	24



Introduction

Les médias et la question de la liberté des médias dans le monde entier traversent une période très difficile.

Les journalistes et les médias indépendants font l'objet de pressions économiques intenses, d'attaques politiques et parfois d'agressions physiques dans un nombre croissant de lieux.

La publicité, nerf de la guerre financière de la presse écrite et du journalisme audiovisuel privé, a migré en masse vers les plateformes en ligne. Il en va de même pour les petites annonces, qui constituent un élément important des revenus des médias locaux. Les abonnés et les téléspectateurs qui rejoignent l'exode des nombreux médias traditionnels passent la plupart du temps qu'ils consacrent à la communication et à l'information dans des espaces en ligne avec des influenceurs, des célébrités et des pairs, plutôt qu'à lire des contenus journalistiques¹.

Conséquence, les médias - des titres prestigieux comme la presse locale naguère plébiscitée - disparaissent, laissant place à de vastes déserts d'informations locales sur tous les continents². Par ailleurs, l'autoritarisme progresse parallèlement à la restriction de la liberté, voire à la répression pure et simple des médias. Le niveau moyen de démocratie dans le monde est retombé à des niveaux observés pour la dernière fois à la fin des années quatre-vingt³ et la liberté des médias est en déclin dans de nombreuses régions du monde depuis plus d'une décennie⁴.

Pourtant, la demande de médias libres, indépendants, pluriels et respectueux des normes journalistiques professionnelles n'a jamais été aussi forte. Présenter un éventail de points de vue et un cadre pour une conversation partagée en période de polarisation bâillonnée et amère, produire et vérifier des faits et des chiffres au milieu de la désinformation, interroger et demander des comptes au pouvoir : toutes ces fonctions sont au cœur d'un environnement médiatique libre dont nous avons tant besoin en ces temps difficiles.

La technologie a aussi ses avantages. L'évolution rapide des technologies numériques a donné naissance à un écosystème médiatique totalement nouveau et tentaculaire. Des capacités sans précédent en matière de recherche numérique, de mise en réseau et de distribution ont abaissé le seuil d'entrée, d'expérimentation et de mise à l'échelle éclair, générant de nouveaux formats (par exemple, les podcasts), de nouvelles fonctions (par exemple, le journalisme de données), de nouveaux modèles commerciaux (par exemple, le journalisme de type Substack) et de nouveaux réseaux de collaboration (par exemple, le Consortium international des journalistes d'investigation). Ces nouvelles technologies constituent même une bouée de sauvetage pour les médias traditionnels, qui ont, pour certains, réussi à prospérer et à atteindre une nouvelle échelle de portée et d'ampleur.

Ceci est une représentation stylisée d'une situation complexe qui évolue différemment selon les contextes. Pourtant, la dynamique générale est la même et il est important de revenir sur une question ancienne qui a acquis une nouvelle urgence : pourquoi et dans quelle mesure la liberté des médias est-elle importante dans le contexte de ces bouleversements politiques, technologiques et économiques ? Comment le rôle des médias libres a-t-il évolué et qu'apprend-on sur leur impact ?

L'analyse suivante de la littérature empirique vise à participer à la réponse à ces questions. Elle rassemble des données issues d'un large éventail de disciplines et de sources relatives au rôle et à l'efficacité des médias libres, considérés au sens large comme un secteur caractérisé par ses qualités de pluralisme, d'indépendance et d'absence de répression de la part du gouvernement ou d'autres acteurs sur l'ensemble des canaux et plateformes de communication.

Les secteurs étudiés sont les suivants :

- Démocratie et participation
- Santé
- Paix, sécurité et cohésion
- Économie
- Environnement

Cette liste n'est en aucun cas exhaustive et le présent rapport ne prétend pas présenter l'exhaustivité des bénéfices que la liberté des médias peut apporter à la société. Il existe d'autres secteurs dans lesquels une presse libre peut jouer un rôle positif. Il est par exemple prouvé que la liberté des médias et un journalisme de qualité sont essentiels pour atteindre les objectifs de développement durable⁵. La liste ci-dessus couvre plutôt les secteurs qu'il a été possible d'étudier dans le cadre de ce rapport.

Si le présent document explore les liens entre la liberté des médias et divers aspects de la société, rien de tout cela ne doit faire oublier la valeur normative de la liberté des médias elle-même. La fonction fondamentale d'une presse libre qui est d'informer le public est vitale pour la prospérité et le bien-être de l'humanité. La liberté des médias est un élément essentiel de la liberté d'expression, laquelle est inscrite à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et comprend le droit de « chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit »⁶. Les citoyens ont besoin d'informations fiables sur les questions et les événements qui les concernent pour pouvoir prendre des décisions qui affectent leur vie. Le présent document vise à déterminer dans quelle mesure ce rôle fondamental de la liberté des médias bénéficie à d'autres secteurs.



Démocratie et participation

Le recul démocratique et la montée de l'autoritarisme constituent une tendance très préoccupante. L'espace de la société civile se réduit, la désinformation augmente et la confiance du public dans les institutions politiques est à son plus bas niveau historique. Les médias libres et indépendants ne peuvent à eux seuls enrayer ces tendances. Mais là où ils prospèrent, ils semblent constituer un rempart important contre ces dynamiques.

Cela dit, l'établissement d'une relation entre la liberté des médias et la démocratie n'est pas sans poser de problèmes. Une note d'information de l'UNESCO datant de 2024⁷ souligne la difficulté à déterminer le sens du lien de causalité entre le journalisme de qualité et l'amélioration des résultats en matière de démocratie ou de gouvernance, ainsi qu'à exclure une cause commune et distincte. Toutefois, en l'état actuel de la recherche, elle conclut que, « bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour clarifier pourquoi, quand et dans quels contextes les médias et le journalisme peuvent remplir leur mission, il ne fait guère de doute que la démocratie souffre lorsque les médias de qualité sont affaiblis ». Les liens entre une presse libre et une démocratie qui fonctionne sont décrits ci-dessous à plusieurs niveaux.

Développer les connaissances politiques, encourager la participation et la contestation politique

Un bon journalisme est essentiel pour aider les citoyens à comprendre comment fonctionne le gouvernement, qui les représente et avec quel effet, et comment ils peuvent s'impliquer. Les citoyens des pays dont les médias sont moins contrôlés et censurés par le gouvernement ont une meilleure connaissance de la politique et sont plus enclins à voter⁸.

Un grand nombre d'études ont établi ces liens, souvent en tirant parti de contextes où la couverture médiatique ou la disponibilité des médias varie entre des communautés par ailleurs similaires. Dans les communautés des États-Unis où les médias locaux couvrent moins bien la politique, les citoyens sont moins susceptibles de savoir qui les représente au Congrès, moins à même d'évaluer leurs performances et moins enclins à voter⁹. La fermeture d'un seul journal local apprécié peut faire baisser la participation électorale¹⁰ et, historiquement, la création de nouveaux journaux au début des années mille-neuf-cent aux États-Unis est allée de pair avec une augmentation de la participation électorale¹¹.

Cet effet a été démontré ailleurs. Au Mozambique, la participation électorale a augmenté et les citoyens étaient mieux préparés à contacter les décideurs politiques lorsqu'ils avaient accès à un journal gratuit et indépendant¹². En Ouganda, les communautés qui disposaient d'un meilleur accès à la radio se sont révélées plus actives politiquement¹³, tandis qu'au Liberia, la

couverture médiatique a contribué à amplifier considérablement l'impact positif des débats publics locaux sur les connaissances et la participation des électeurs¹⁴.

L'effet positif des médias libres sur la connaissance et la participation politiques renforce également la concurrence politique. Aux États-Unis, la presse indépendante favorise la participation électorale et augmente la probabilité de non- réélection des élus sortants¹⁵. Elle incite également aux représentants élus d'être plus à l'écoute de leurs électeurs¹⁶. Les résultats d'une enquête concernant deux programmes radiophoniques en Tanzanie qui ont permis aux citoyens de poser des questions à des responsables gouvernementaux et de recevoir des informations sur des questions politiques, suggèrent que les programmes ont favorisé une meilleure connaissance des différents sujets par les auditeurs, ainsi qu'une plus grande confiance en eux pour participer aux processus de prise de décision¹⁷. Dans l'ensemble, cela a renforcé les liens entre les médias et la démocratie, qui se vérifient dans de nombreux pays. Plus les médias sont indépendants et disponibles, plus la qualité de la démocratie est élevée¹⁸.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les médias soient parmi les premiers visés par les aspirants autoritaires qui cherchent à les placer sous leur contrôle. La restriction de la liberté des médias est souvent le premier signe, le « canari dans la mine de charbon », de recul de la démocratie¹⁹.

Inclusion et autonomisation : acquérir une voix collective, une reconnaissance et une plateforme publique

Au-delà des effets individualistes sur les connaissances politiques et la propension à voter, les médias libres peuvent également promouvoir la démocratie en élargissant l'éventail des perspectives et des questions soumises à l'examen du public. Ils peuvent offrir une tribune aux voix marginalisées et aux groupes sous-représentés, en abordant des sujets que la société en général ne connaît peut-être pas ou qui sont soumis à des normes sociales défavorables ou à une répression politique active.

Un exemple important est la manière dont des médias libres contribuent à lutter contre les disparités et la discrimination fondées sur le sexe.

Des campagnes médiatiques expérimentales mêlant des informations brutes à des formats de feuillets radiophoniques se sont avérées efficaces pour réduire la tolérance en matière de violence à l'égard des femmes et/ou pour renforcer la volonté de signaler de tels incidents au Nigeria²⁰, en Ouganda²¹, en Tanzanie²² et au Mexique²³. L'autonomisation des femmes dans les sphères sociales, économiques et politiques est étroitement liée à l'exposition aux médias en Inde²⁴ et à l'accès aux réseaux sociaux dans 45 pays africains²⁵.

Les groupes marginalisés sur la base de problèmes de santé spécifiques ont également vu leurs expériences amplifiées par la couverture journalistique, ce qui leur a permis d'entrer en contact avec un public plus large et de découvrir que beaucoup d'autres personnes partageaient leur situation. Cela a favorisé la création de réseaux et d'actions collectives pour réclamer une meilleure reconnaissance de leurs droits et élaborer des politiques (pour plus d'informations, voir la section ci-dessous sur la santé). Des médias pluralistes et libres peuvent jouer un rôle similaire pour d'autres segments sous-représentés de la société, tels que les populations autochtones²⁶.

De nouvelles initiatives médiatiques à plus petite échelle, souvent soutenues par des réseaux numériques et des plateformes de publication, diversifient l'éventail des voix qui bénéficient

d'une exposition au sein de la société, et augmentent la portée de leur représentation. Les médias communautaires - des médias à vocation locale, souvent détenus par des propriétaires locaux - fournissent le réseau de communication qui permet aux communautés mal desservies d'être représentées dans le discours et l'engagement pluralistes²⁷. Le journalisme citoyen, qui désigne la communication et la diffusion d'informations par des personnes autres que des journalistes professionnels, a démontré qu'il pouvait améliorer la communication dans les situations de crise, attirer l'attention d'un public plus large sur des questions et des préoccupations négligées et revitaliser l'engagement civique, souvent à des endroits où les médias traditionnels font face à la répression²⁸.

À plus long terme, des médias indépendants favorisant un discours public solide sur les questions économiques et politiques peuvent même soutenir la construction d'une nation. D'un point de vue historique, la diffusion croissante des journaux a contribué à la naissance des communautés politiques et de l'État-nation. Les journaux ont été rétrospectivement reconnus comme ayant joué un rôle déterminant dans l'organisation d'un débat public à l'échelle nationale qui a permis à des groupes de personnes disparates, d'origines et d'ethnies diverses de se considérer comme faisant partie d'un tout - une « communauté imaginée »²⁹.

Lutter contre les "fake news" et soutenir l'intégrité des élections

On craint aujourd'hui que la désinformation et les fausses informations puissent compromettre l'intégrité des élections et des processus démocratiques. Par exemple, les citoyens de l'UE considèrent la diffusion de "fake news" et d'informations erronées comme la menace la plus grave pour la démocratie dans leur pays, les deux tiers d'entre eux déclarant avoir été confrontés à ce type de contenu dans les sept jours qui ont suivi l'enquête³⁰. Même si les médias partisans peuvent amplifier cette dynamique³¹, il est de plus en plus reconnu qu'un paysage médiatique équilibré et indépendant peut servir de rempart contre la désinformation³².

En particulier, les médias de service public suffisamment indépendants jouissent d'un niveau de confiance et d'une large accessibilité qui peuvent être mis à profit pour promouvoir un journalisme équitable et de qualité, faire respecter les normes d'exactitude des faits et offrir une plateforme pour un débat raisonné. Ils contribuent également à développer une compréhension partagée et un terrain d'entente pour négocier des questions politiques difficiles. Les liens ou les causalités directs sont difficiles à établir, mais de plus en plus d'éléments confirment le rôle joué par les médias de service public. Aux États-Unis, par exemple, on a constaté qu'une plus grande couverture médiatique locale avait un effet modérateur sur les idéologies extrêmes ou polarisantes des candidats à un mandat politique³³.

Pour aider à endiguer la vague de désinformation, de nombreux médias ont mis en place des fonctions dédiées à la vérification des faits. En 2023, plus de 400 initiatives de vérification des faits - dont beaucoup sont gérées par des médias existants ou directement intégrées à ceux-ci - étaient actives dans plus de 100 pays à travers le monde³⁴. Certaines de ces initiatives sont le fruit d'une collaboration entre plusieurs organes de presse, comme [Propastop](#) en Estonie³⁵, qui travaille en parallèle avec des programmes d'éducation aux médias et des formations pour les journalistes. En Colombie, l'initiative [RedCheq](#) a organisé des formations locales à la vérification des faits et des partenariats avec des universitaires et des responsables civiques afin de contribuer à l'expansion et à l'enracinement local de l'effort. Des alliances étendues avec les médias locaux et nationaux ont également été essentielles pour diffuser une contre-information exacte³⁶.

Mais le rôle des médias en matière d'intégrité des élections va bien au-delà de la lutte contre la désinformation étrangère ou nationale. Les médias et leur couverture des élections ont joué un rôle important dans la protection des scrutins contre les tentatives classiques de fraude, de bourrage des urnes et d'autres moyens illicites de fausser des résultats électoraux, et les données empiriques montrent une forte relation positive entre la liberté des médias et l'intégrité et la légitimité des élections. Cette relation est encore plus forte dans les pays où les organes de gestion des élections - les gardiens traditionnels d'élections libres et équitables - sont compromis et manquent d'indépendance³⁷. Il est frappant de constater que même lorsque ces organes électoraux sont autonomes, ils sont associés à une plus grande confiance du public dans les élections lorsque des médias libres sont également présents³⁸.

Lutter contre la corruption et obliger le pouvoir à rendre des comptes

Les médias indépendants et dynamiques jouent un rôle crucial dans la détection et la lutte contre la corruption - l'abus de pouvoir à des fins privées - et y contribuent à plusieurs niveaux.

Des programmes médiatiques adaptés peuvent contribuer à modifier les attitudes et les normes individuelles en matière de corruption, mais aussi à renforcer la volonté de condamner et de dénoncer les comportements corrompus ou d'agir avec plus d'intégrité. Ces interventions ne sont pas toujours couronnées de succès et peuvent même se retourner contre eux³⁹. Toutefois, lorsqu'ils sont correctement conçus et testés, ces programmes peuvent avoir un impact significativement positif, en particulier lorsqu'ils servent de modèle ou encouragent un comportement et des normes positifs. Au Nigeria, par exemple, un film dont l'intrigue mettait en scène des citoyens dénonçant des actes de corruption a entraîné une augmentation significative de ces dénonciations dans les communautés où le film avait été projeté⁴⁰.

Le journalisme d'investigation indépendant joue également un rôle clé dans la dénonciation de la corruption et des défaillances des contrôles anticorruption. Les études abondent de cas montrant comment des journalistes tenaces et courageux mettent en lumière toutes sortes d'abus de pouvoir, abordant des questions telles que la violation des droits de l'homme à grande échelle⁴¹, les réseaux de corruption transnationaux⁴² et les dommages irréversibles causés à l'environnement⁴³.

Il existe également des preuves de l'impact impressionnant du journalisme d'investigation. Une analyse détaillée de trois projets de journalisme d'investigation aux États-Unis a révélé qu'un total de 600 000 USD investis dans ces projets avait contribué à générer plus de 120 millions USD en valeur pour la société, par exemple en réduisant le nombre d'admissions à l'hôpital pour cause d'intoxication alimentaire et le nombre de meurtres commis par des personnes en liberté conditionnelle⁴⁴. De même, l'organisation de journalisme d'investigation OCCRP estime qu'en 15 ans de travail, ses reportages ont conduit ou contribué à plus de 10 milliards de dollars d'amendes, 400 enquêtes officielles, 600 inculpations, arrestations et condamnations, 130 démissions, 740 actions officielles et 130 opérations de sociétés⁴⁵.

L'impact des Documents panaméens (Panama Papers), quant à lui, se fait encore sentir. Cette fuite importante de plus de 11 millions de documents provenant de prestataires de services fiscaux offshore a donné lieu à une collaboration entre plus de 400 journalistes de plus de 100 organisations médiatiques dans 80 pays. 40 % des 76 pays mentionnés dans la fuite ont lancé des enquêtes ou des auditions formelles, et près d'un cinquième d'entre eux ont à ce jour adopté des mesures réglementaires ou politiques importantes pour accroître la transparence et

la responsabilité dans le système financier⁴⁶. La valeur en bourse des entreprises mentionnées dans les articles de presse ont également été affectées⁴⁷.

Vue d'ensemble : liberté des médias et bonne gouvernance - elles sont inséparables et se renforcent mutuellement

Compte tenu des multiples rôles joués par les médias libres pour discipliner les pouvoirs publics et dénoncer leurs abus, il n'est pas surprenant de constater la force du lien empirique entre liberté des médias et bonne gouvernance, à travers les pays et le temps, et quelle que soit la définition de bonne gouvernance et de liberté des médias.

Des médias plus libres vont de pair avec des niveaux plus faibles de révélation de faits de corruption, un lien qui se renforce au fur et à mesure que l'accès aux médias se généralise⁴⁸. Ils sont associés à une prise de conscience plus précise de la corruption du gouvernement par le public⁴⁹, à moins de distributions de pots-de-vin versés aux fonctionnaires et à moins de demandes de pots-de-vin signalées par les entreprises⁵⁰. Ce lien positif persiste même lorsque des mesures différentes sont utilisées pour la liberté des médias et la corruption⁵¹. Une série d'études documentant les répercussions négatives d'une réduction de la liberté et de l'indépendance des médias délivre un message similaire. Le fait que les médias soient davantage détenus par l'État, par exemple, est étroitement lié à une mauvaise gouvernance⁵², tandis que des données provenant du Mexique montrent que la corruption attire moins l'attention des médias dans les États où les lois sur la diffamation sont plus répressives⁵³.

Outre les effets directs, les médias libres amplifient l'impact d'autres mécanismes de lutte contre la corruption et de bonne gouvernance. Une étude menée dans plus de 160 pays identifie les médias libres comme ingrédient essentiel du contrôle de la corruption, de la protection des droits de l'homme et de la mise en place de mécanismes de bonne gouvernance⁵⁴. L'expérience du Brésil et du Mexique montre que la couverture médiatique peut contribuer à accroître l'efficacité des contrôles : plus les médias accordent d'attention aux contrôles locaux, plus l'impact sur les performances électorales des sortants est important⁵⁵. Même l'impact de la démocratie sur la réduction de la corruption n'est constaté qu'en présence d'une presse libre⁵⁶. Par essence, des médias libres fonctionnent mieux au service de la lutte contre la corruption lorsqu'ils agissent de concert avec d'autres mécanismes d'intégrité. Ils amplifient les audits et les contrôles démocratiques et activent ce que certains appellent le *citoyen vigilant*, un citoyen particulièrement engagé qui s'intéresse de près aux performances du gouvernement et demande des comptes⁵⁷. Les bilans empiriques des interventions contre la corruption - qui évaluent les interventions les plus efficaces dans le cadre de la lutte contre la corruption - confirment également le rôle central des médias libres et indépendants⁵⁸.

À la lumière de ces éléments, les médias libres méritent d'être considérés comme un lieu de contrôle essentiel, complémentaire des contrôles interdépendants visant à prévenir l'abus de pouvoir public.



Santé

De meilleurs résultats en matière de santé

La santé et les questions de santé présentent un certain nombre de caractéristiques qui permettent d'entrevoir le rôle important que peut y prendre la liberté des médias.

Tout d'abord, il peut y avoir des écarts importants entre la sensibilisation du public et sa compréhension des questions de santé, d'une part, et l'évolution rapide de l'expertise et des connaissances professionnelles, d'autre part. Un secteur des médias prospère est bien placé pour s'attaquer aux mythes, aux fausses informations et à la désinformation qui peuvent survenir.

Deuxièmement, la santé est influencée par les attitudes, les comportements et les changements de comportement, qui sont tous susceptibles d'être façonnés par la communication publique, à la fois de manière potentiellement sinistre et de manière plus positive par le biais de messages de santé publique, tous transmis par les médias.

Troisièmement, la santé comporte une dimension sociale et d'action collective importante qui suggère un rôle substantiel à la fois de la communication de masse à grande échelle et des réseaux plus proches soutenus par les réseaux sociaux. Par exemple, la lutte contre les maladies infectieuses à potentiel épidémique nécessite une éducation et une mobilisation à grande échelle que seuls les médias omniprésents peuvent aider à mettre en œuvre. Au niveau communautaire, les comportements liés à la santé sont façonnés par des normes sociales et des dynamiques de groupe que les réseaux sociaux peuvent aider à faire émerger, à analyser, à renforcer ou à reconnecter. Ces mêmes fonctions de mise en réseau peuvent aider les personnes souffrant de maladies rares ou avec des besoins de santé marginalisés à se retrouver, à créer des groupes d'entraide solidaires et une voix politique collective.

Quatrièmement, les résultats en matière de santé sont liés à de nombreuses autres questions politiques sur lesquelles les médias libres peuvent contribuer à faire avancer les choses. Les coûts et les charges générés par d'autres secteurs, tels que la pollution de l'air ou les résidus chimiques nocifs dans les aliments et l'eau potable, deviennent souvent visibles par leur impact sur la santé publique, mais comme ces liens sont diffus et invisibles, un travail journalistique d'investigation est nécessaire pour les inscrire à l'ordre du jour.

En théorie, certains de ces avantages pour la santé pourraient être reproduits par le biais de communications gérées par l'État⁵⁹. Cependant, la confiance dans l'émetteur du message est une condition préalable essentielle pour que cela fonctionne et, dans de nombreux pays, les messages contrôlés par le gouvernement risquent de ne pas résister à cette mise à l'épreuve.

Au lieu de cela, cette communication peut passer par un canal spécifique de réseaux sociaux, une station de radio locale, un journal ou une émission de télévision qui suscite un niveau suffisant de loyauté et de confiance pour servir de point de référence efficace et faisant autorité en matière d'informations importantes sur la santé. Seul un secteur des médias pluriel et indépendant fonctionnant selon des normes élevées de qualité journalistique peut être en mesure d'offrir cette diversité de formats et de points de vue, afin que chacun puisse trouver des sources d'information fiables et sûres, conformes à ses préférences et à ses valeurs. Les données empiriques disponibles confirment clairement ces liens et établissent le rôle important joué par les médias libres pour un large éventail d'effets sur la santé.

Établir le droit à la santé pour tous et le considérer comme un droit humain

Une démocratie florissante avec une participation politique et civique, flanquée de médias libres pour soutenir le discours public et enquêter sur la mauvaise gestion, crée vraisemblablement un sentiment d'auto-efficacité qui mobilise davantage l'action collective pour améliorer les services de santé publique. Elle contribue également à renforcer le sentiment de droit et la volonté juridique de faire des soins de santé un droit humain⁶⁰. Ce raisonnement est également lié à des arguments plus généraux selon lesquels les communautés disposant d'un secteur des médias souple et ouvert sont plus susceptibles de progresser en matière de développement humain, notamment dans le domaine de la santé⁶¹. Ce constat est corroboré par des preuves empiriques importantes. En Inde, par exemple, les gouvernements des États ont réagi plus efficacement à la baisse de la production alimentaire et aux dégâts causés par les inondations dans les régions où les journaux étaient plus largement diffusés⁶².

Les pays en voie de démocratisation, qui disposent notamment de médias plus libres, ont enregistré un large éventail de résultats remarquables en matière de santé, notamment une baisse de la mortalité due aux maladies cardiovasculaires, à la tuberculose, au cancer et même aux accidents de transport⁶³. Dans tous ces cas, le début de l'expérience démocratique a compté plus que n'importe quel effet du PIB. En d'autres termes, les progrès de la démocratie se sont avérés plus importants que la croissance du PIB pour obtenir de nombreux bénéfices pour la santé. En revanche, les pays autocratiques sont moins performants que leurs homologues démocratiques en termes d'espérance de vie, de couverture universelle des soins de santé et de dépenses de santé non remboursées⁶⁴.

Un mécanisme de transmission plausible est corroboré par des preuves : la mortalité infantile en dessous de cinq ans qui est un indicateur de performance critique des systèmes de santé, s'améliore avec l'augmentation des niveaux de démocratie parce que les gouvernements, dans les pays où la liberté des médias est plus importante, sont davantage incités à améliorer la situation sanitaire des familles à faible niveau de revenu. Ce lien positif se retrouve en effet là où la liberté des médias est plus importante⁶⁵. De même, on constate que les démocraties plus fortes offrent des avantages en matière de santé pour les hommes en termes de réduction des taux d'accidents, et pour les femmes en termes d'amélioration des soins de santé maternelle⁶⁶.

Des bébés et des mères en meilleure santé

Les soins de santé maternelle constituent un secteur particulièrement complexe et important dans le domaine de la santé. La sensibilisation aux bonnes pratiques et à la disponibilité des services de santé peut faire une grande différence tant pour la santé des nourrissons que pour

celle des femmes enceintes ou des jeunes mères à des endroits où les croyances traditionnelles et la désinformation abondent. Les médias peuvent donner l'exemple de comportements appropriés dans les programmes de divertissement et inclure des informations relatives à la santé dans leurs programmes d'information. Au Bangladesh, en Inde, au Népal et au Pakistan, les femmes exposées aux médias par le biais de la télévision, de la radio ou des journaux sont beaucoup plus susceptibles de recourir à des soins spécialisés au cours des phases cruciales que sont la période prénatale, l'accouchement et la période postnatale, indépendamment des revenus de la famille⁶⁷. Ces effets ne se limitent pas à l'Asie du Sud ; les femmes de 28 pays d'Afrique subsaharienne⁶⁸ sont également plus susceptibles de recourir à des soins spécifiques avant, pendant et après la grossesse lorsqu'elles sont exposées à des contenus médiatiques liés à la grossesse.

L'effet sur la santé des bébés est également tangible. Une vue d'ensemble de 167 pays présentant 50 années de données entre 1961 et 2011 montre que la démocratie est associée à une baisse de la mortalité des enfants de moins de cinq ans et que cet effet bénéfique est amplifié par la liberté des médias⁶⁹. Des cas plus détaillés confirment cette relation. Les messages sanitaires diffusés par les stations de radio locales dans certaines communautés locales du Burkina Faso, mais pas dans d'autres, ont été associés à une réduction estimée à 10 à 20 % de la mortalité infantile⁷⁰. Les messages radio ont réussi à mobiliser les parents afin qu'ils se rendent plus souvent dans les centres de soins de santé primaires et demandent de l'aide lorsque leurs jeunes enfants sont atteints de pneumonie, de paludisme et de diarrhée⁷¹.

Répondre aux questions de santé stigmatisées et marginalisées

Les médias courageux et indépendants sont plus à même d'aborder et d'offrir une tribune à de nombreuses questions de santé marginalisées et stigmatisées⁷², ou d'atteindre des communautés marginalisées qui nourrissent une profonde méfiance à l'égard des gouvernements et, par conséquent, de la communication en matière de santé publique⁷³.

Par exemple, la stigmatisation initiale associée au VIH/SIDA a considérablement retardé la réponse publique à la crise et les médias libres ont joué un rôle déterminant pour sortir de cette impasse. Une étude concernant plus de 50 pays révèle que l'évolution de l'engagement et du leadership politiques nécessaires pour faire face à la crise du VIH/sida est étroitement liée à l'existence d'une presse libre pour faire avancer le débat et inscrire la question à l'ordre du jour⁷⁴. Des explorations plus approfondies confirment ce chemin d'impact. Les interventions radiophoniques, par exemple, ont permis de réduire la stigmatisation sociale liée au VIH/sida au Nigeria⁷⁵, tandis qu'une étude qualitative de la réponse de l'Ouganda au VIH/sida conclut que la « décision du gouvernement d'autoriser le fonctionnement d'organismes de presse privés a largement contribué à garantir la diffusion à un grand nombre de personnes des informations sur la nécessité des changements de comportement »⁷⁶.

Pour sa part, le journalisme d'investigation a contribué à mettre en lumière des questions de santé très sensibles, conduisant parfois à un changement de politique. Au Libéria, une enquête menée en 2012, qui a révélé la pratique traditionnelle de l'excision, a soudainement mis à l'ordre du jour national une question jusque-là occultée⁷⁷. En 2018, la présidente sortante Ellen Johnson Sirleaf a signé un décret d'abolition de cette pratique.

Le journalisme engagé et le pluralisme des canaux médiatiques, associés aux outils des réseaux sociaux, peuvent également favoriser la visibilité et à la mise en place d'une « interconnexion active »⁷⁸ entre les personnes atteintes de maladies rares, dont le nombre est

estimé à 7000 dans le monde⁷⁹. Les personnes atteintes de ces maladies rares déclarent utiliser Internet et les réseaux sociaux comme sources d'information importantes⁸⁰, de même qu'elles utilisent les réseaux sociaux pour développer une parole collective⁸¹ plus susceptible d'être reprise et amplifiée dans un environnement médiatique libre et perméable.

Une meilleure réponse aux urgences sanitaires actuelles

La pandémie de Covid-19 a illustré avec force le rôle important que des médias professionnels et dignes de confiance peuvent jouer pour aider les communautés et les pays à relever le défi de la lutte contre une pandémie. Les pays dotés d'un environnement médiatique ouvert se sont révélés plus réactifs aux variations du taux de mortalité de Covid-19, tant par la mise en place de mesures de confinement imposées par les gouvernements que par la confinement volontaire délibérément choisi par les citoyens eux-mêmes. En outre, les pays où les médias sont libres se sont révélés plus honnêtes dans la publication du nombre de décès, et les citoyens de ces pays tendaient à être beaucoup mieux informés que dans les pays où la liberté des médias est moindre⁸².

Des exemples propres à chaque pays mettent en évidence le rôle que les médias peuvent jouer en donnant aux citoyens les informations dont ils ont besoin pour répondre aux défis posés par les maladies infectieuses. Au Nigéria, une série d'émissions de radio, de communiqués d'intérêt public dans plusieurs langues locales et de messages sur les réseaux sociaux ont atteint un important public de jeunes dans les trois états ciblés. Plus de 90 % des personnes interrogées ayant trouvé des informations à ce sujet ont déclaré avoir discuté des questions soulevées par le programme et plus de la moitié d'entre elles se sont senties mieux armées pour trouver des services de dépistage et de soutien face à la Covid-19 et au VIH⁸³. En République démocratique du Congo, des clubs d'écoute et des programmes éducatifs diffusés par les stations de radio locales ont contribué à lutter contre plusieurs vagues de l'épidémie d'Ebola. Ils ont également été reconvertis avec succès pour diffuser des informations générales sur la santé et pour faire face à la pandémie de Covid-19. Dans une enquête connexe, près des deux tiers des personnes interrogées ont déclaré connaître ces programmes et plus de 90 % les ont trouvés utiles⁸⁴.

Les environnements médiatiques ouverts sont sans doute aussi plus aptes à faire face à des situations très incertaines. En dépit des préjugés individuels⁸⁵ et de la vulnérabilité à la désinformation⁸⁶, ils diffusent un débat public plus nuancé, plus contradictoire et plus adaptable sur les informations disponibles, et peuvent mettre en lumière des conclusions politiques à tirer au fur et à mesure de l'évolution des crises. Une fois encore, la pandémie de Covid-19 témoigne du rôle agile des médias libres lorsque de larges réseaux d'organisations d'information et de vérification des faits ont vu le jour pour contrer ce que certains ont appelé une « infodémie » de désinformation⁸⁷.



Paix, sécurité et cohésion

Le potentiel des réseaux sociaux à amplifier la polarisation politique fait l'objet d'une grande attention, après l'enthousiasme initial suscité par son potentiel de renforcement des communautés et d'autonomisation⁸⁸. Cette discussion, aussi importante soit-elle, risque d'occulter une mine d'informations sur le potentiel avéré d'une presse libre, indépendante et de qualité à contribuer substantiellement à la cohésion sociale, à la paix et à la sécurité.

Un rapport de 2024 sur la liberté des médias commandé par le représentant de l'OSCE⁸⁹ conclut que, bien que la relation entre la liberté des médias et les conflits ne soit pas aussi bien étudiée que la relation entre la démocratie et les conflits, « les médias libres, en tant que puissante force de responsabilisation en soi, réduisent le risque de conflit armé international en plaçant les préoccupations de sécurité à l'ordre du jour public et politique et en fournissant au public des informations précises et pertinentes sur les risques de conflit armé et sur les horreurs et la réalité du conflit. La liberté des médias est donc essentielle pour garantir une plus grande sécurité internationale. » Le rapport souligne également que « les démocraties de qualité où les médias jouissent d'une plus grande liberté sont également moins sujettes aux conflits armés internes. »

La recherche empirique soutient cette conclusion. L'ouverture accrue des médias est facteur de réduction du nombre et de la gravité meurtrière des conflits entre états conflits interétatiques, même en cas de restriction du niveau de démocratie concerné⁹⁰. La plus grande liberté des médias est également associée à un effet modérateur sur plusieurs dimensions de l'instabilité sociopolitique, notamment les tensions ethniques, les conflits externes et internes, la criminalité et le désordre, la participation de l'armée au gouvernement et les tensions religieuses⁹¹. Et plus les médias sont libres, moins les gouvernements ont tendance à avoir recours à la violence contre leur propre population en cas de conflits internes, comme l'a démontré une analyse mondiale de 25 ans de violence gouvernementale⁹². Parmi les facteurs de causalité suggérés pour cet impact bénin, citons le rôle des médias libres et indépendants dans l'augmentation des coûts liés aux conflits pour les gouvernements qui ne peuvent pas contrôler les flux d'informations⁹³, une action gouvernementale plus inclusive et plus réactive sous le regard des médias qui contribue à atténuer les tensions internes au sein des groupes, ou un secteur des médias qui soutient activement la société civile dans sa lutte contre l'extrémisme violent⁹⁴.

Le journalisme d'investigation de longue durée contribue largement à élucider l'économie politique des conflits, les intérêts spécifiques qui les motivent et les plus gros bénéficiaires du monde des affaires qui pourraient les alimenter, souvent en lien avec des réseaux de corruption⁹⁵.

Pendant les conflits militaires, il est particulièrement important pour les communautés impactées de disposer d'informations précises et opportunes, alors que la désinformation et la propagande risquent de s'intensifier. La couverture médiatique indépendante est particulièrement importante dans ces contextes⁹⁶. En outre, l'idée du « journalisme de paix », un type de reportage qui va au-delà des statistiques militaires et de la description des conflits, et qui met plutôt en lumière les perspectives communautaires des personnes concernées et les préoccupations communes qui transcendent les différences, a depuis un certain temps trouvé sa place⁹⁷ et est en cours d'adaptation à l'ère du numérique⁹⁸.

Dans les situations post-conflit, les médias peuvent largement contribuer à la réconciliation. Une étude de quatre programmes de radio visant à aider les groupes opposés à « voir l'autre » et à améliorer la compréhension mutuelle dans les situations d'après-conflit a produit des effets positifs sur la confiance⁹⁹. Ce type de contributions a conduit un groupe d'experts à conclure que « *les garanties relatives aux médias et à la liberté de la presse - ainsi que les efforts visant à promouvoir le professionnalisme, l'objectivité et l'impartialité de l'information - devraient faire partie intégrante de tout accord de paix réussi* »¹⁰⁰.



Economie

Des marchés qui fonctionnent bien et une informations fiable

Une économie prospère - du niveau local au niveau mondial - dépend de la disponibilité d'informations fiables. Des médias indépendants et critiques sont indispensables pour assurer cette fonction de communication.

Au niveau macroéconomique, tout porte à croire qu'un environnement médiatique libre renforce l'efficacité et l'efficacé des marchés. Les entreprises exposées à une plus grande couverture médiatique sont moins susceptibles de jouer des tours aux investisseurs et aux clients. Aux États-Unis, les entreprises qui sont sous le feu des projecteurs des médias s'engagent moins souvent dans une « gestion des résultats », c'est-à-dire dans l'embellissement de leurs résultats financiers¹⁰¹, tandis qu'à Taïwan, les entreprises présentes dans les médias sont plus désireuses de donner une image financière exacte en reformulant leurs résultats financiers lorsque de nouvelles informations sont publiées¹⁰². La couverture médiatique réduit également les asymétries d'information entre les initiés et les non-initiés, en diffusant des informations sur les transactions à venir par les initiés de l'entreprise afin de permettre aux investisseurs extérieurs de profiter également de certains des avantages¹⁰³. Et lorsqu'une entreprise est confrontée à des commentaires médiatiques négatifs sur l'efficacité de son conseil d'administration, elle a tendance à prendre rapidement des mesures correctives¹⁰⁴.

Cet effet de la couverture médiatique sur la confiance dans les compétences financières d'une entreprise ou dans l'efficacité du conseil d'administration semble même avoir des conséquences directes sur la liquidité du marché. Une analyse de 52 grèves dans les médias en France, en Grèce, en Italie et en Norvège entre 1989 et 2010 a révélé que ces événements et la coupure temporaire des informations économiques qu'ils ont entraînée étaient liés à des baisses significatives des volumes de transactions, ce qui confirme l'hypothèse selon laquelle les médias jouent un rôle important dans la transmission aux investisseurs et aux autres acteurs du marché des informations importantes pour leurs décisions commerciales¹⁰⁵. Une dynamique similaire joue un rôle dans les économies émergentes où une plus grande liberté de la presse est liée à des évaluations boursières et à des rendements d'entreprises plus élevés pour les investisseurs, car ces derniers peuvent évaluer avec plus de confiance les risques du marché et de l'entreprise¹⁰⁶.

L'étude du comportement des marchés boursiers dans 50 pays où la liberté de la presse est plus ou moins grande confirme que le secteur des médias libres est une source importante d'informations économiques. Dans les pays où la liberté de la presse est moindre, les marchés boursiers enregistrent moins de chocs négatifs, car les agents économiques, notamment le gouvernement, ont une plus grande capacité à dissimuler ou à ralentir la diffusion de

mauvaises nouvelles financières¹⁰⁷. Il est important de noter que les auteurs de cette étude considèrent que l'existence de chocs négatifs plus fréquents permet « un meilleur traitement des mauvaises nouvelles » et que cela « devrait être interprété comme de bonnes caractéristiques du marché boursier ».

De la même façon, une étude à grande échelle des rapports sur les pertes opérationnelles d'entreprises de plus de 130 pays montre que la gravité et la fréquence de ces rapports augmentent avec le niveau de liberté de la presse¹⁰⁸. Ainsi, les pays où la liberté de la presse est plus importante donnent une image plus précise de la santé opérationnelle de leur secteur d'activité. À un niveau plus granulaire, cela est également corroboré par une analyse du journalisme économique en Chine, qui a révélé que les médias orientés vers le marché étaient plus précis, plus complets et plus rapides que les médias contrôlés par l'État dans leur couverture des entreprises¹⁰⁹.

Les avantages de la transparence des entreprises induite par les médias se manifestent également dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les entreprises de production établies dans des pays où les médias sont libres sont nettement plus susceptibles de respecter les normes mondiales du travail¹¹⁰.

Sans surprise, cette dynamique a également des conséquences sur les perspectives de croissance économique. Les pays où la liberté de la presse est en recul connaissent également une baisse de leur taux de croissance économique qui de plus se maintient à un faible niveau pendant un certain temps, même après rétablissement de la liberté de la presse¹¹¹. En bref, la limitation de la liberté de la presse pourrait avoir un prix économique élevé.

Détecter et décourager la fraude et la collusion au sein des entreprises

Comme le montre une enquête sectorielle, les journalistes économiques considèrent la surveillance des entreprises et des fraudes ou actes répréhensibles potentiels comme un de leurs principaux objectifs professionnels¹¹². De nombreux éléments indiquent qu'ils sont à la hauteur de cette ambition. Une analyse de la criminalité en col blanc en Norvège, par exemple, a révélé que les journalistes d'investigation ont contribué à détecter un quart de tous les cas¹¹³, tandis que dans le cadre d'un inventaire des fraudes commises par les grandes entreprises américaines, les médias ont détecté 14 % de tous les cas, contre 6 % pour l'autorité de réglementation financière¹¹⁴. Une étude portant sur plus de 1200 cas de fraude au marché dans 79 pays est parvenue à un résultat similaire et a décrit les médias comme un instrument permettant de détecter ces affaires dans le secteur non financier¹¹⁵.

Ce travail d'enquête peut également susciter une réaction de la part des investisseurs. Lorsque les médias font état de fautes commises par des entreprises aux États-Unis, les sociétés concernées voient leur valorisation chuter de plus de 4 %. Cet effet est plus important lorsque la couverture médiatique attribue la faute à l'entreprise plutôt qu'à l'individu et lorsque la tendance du marché est plus incertaine¹¹⁶.

L'effet dissuasif de l'attention des médias s'étend également aux procédures écrites spéciales dans les relations entre les gouvernements et les entreprises. Aux États-Unis, les entreprises qui sont sous les feux de la rampe ou qui jouissent d'une bonne réputation dans les médias sont moins susceptibles d'obtenir un traitement préférentiel dans l'attribution des marchés publics grâce à leurs efforts de lobbying¹¹⁷. Les entreprises établies dans des pays où les médias sont libres sont moins exposées à des demandes de pots-de-vin dans le secteur douanier et rapportent moins d'incidents de corruption commerciale¹¹⁸. Enfin, la liberté des

médias est identifiée de manière empirique comme un moteur important d'un meilleur encadrement et d'une moindre emprise des considérations politiques sur les dépenses publiques p ce qui permet de maîtriser les cycles budgétaires politiques, c'est-à-dire les dépenses publiques associées au cycle électoral¹¹⁹.



Environnement

La qualité et la durabilité environnementales, ainsi que les progrès de la transition énergétique, sont souvent liés aux attributs généraux de qualité institutionnelle d'un gouvernement¹²⁰, et, dans la mesure où elle soutient ces qualités institutionnelles générales, une presse libre contribue aussi indirectement à améliorer les résultats en matière d'environnement. Les médias libres sont bénéfiques à la bonne gouvernance et la bonne gouvernance est bénéfique à l'environnement. Cependant, un nombre croissant d'études empiriques documentent également les effets directs de la liberté des médias sur l'environnement.

Dénoncer les crimes contre l'environnement, promouvoir la justice environnementale

Le journalisme d'investigation environnementale a une longue histoire et des racines mondiales. Sa forme contemporaine remonte au début du 20^e siècle, lorsque ce type de journalisme était pratiqué dans toute l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine¹²¹. Des journalistes engagés et persévérants ont non seulement contribué à révéler un grand nombre des plus grands scandales environnementaux du XX^e siècle, mais ils ont également révélé les détails de leur apparition, contribuant ainsi à la mise en place de réformes institutionnelles majeures qui constituent la base des systèmes actuels de protection de l'environnement. Aujourd'hui, les journalistes continuent de mettre en lumière les grands sujets environnementaux, notamment la déforestation en Amazonie¹²², la pêche illégale en Afrique de l'Ouest¹²³ ou l'aggravation de la pollution atmosphérique en Inde¹²⁴.

Au-delà des gros titres, la couverture médiatique des conflits environnementaux localisés est reconnue au Kenya, par exemple, pour avoir constamment mis en exergue les préoccupations et les affaires liées à l'environnement¹²⁵. Dans de nombreux cas, le journalisme environnemental profite directement aux communautés et aux écosystèmes, comme en Thaïlande, où un magazine en ligne a publié un article sur les rejets d'eaux usées d'une décharge, incitant les autorités à intervenir¹²⁶, ou en Ouganda, où des enquêtes sur l'extraction illégale de sable ont conduit à une interdiction à l'échelle nationale¹²⁷.

Parallèlement, le journalisme environnemental engagé donne la parole et sensibilise les communautés de première ligne directement touchées par la dégradation et les dommages environnementaux, par exemple les populations autochtones des régions reculées directement concernées par la déforestation¹²⁸. Au niveau mondial, la liberté des médias est étroitement liée à des politiques environnementales plus strictes¹²⁹.

Faciliter la transition énergétique

De nouvelles données permettent de penser également qu'un environnement médiatique libre est favorable à la transition énergétique. Parmi un échantillon de 14 pays de l'OCDE, ceux où la presse jouit d'une plus grande liberté adoptent les énergies renouvelables plus rapidement et à plus grande échelle¹³⁰. Dans le même temps, parmi 15 pays de l'OPEP, ceux où la presse bénéficie d'une grande liberté, affichent des niveaux plus élevés d'efficacité de l'exploitation des ressources, autre paramètre important pour la préservation de l'environnement et la transition énergétique¹³¹.

Les attitudes et le comportement des consommateurs d'informations en 2023, tels qu'ils ressortent d'une enquête menée dans huit pays (Allemagne, Brésil, États-Unis, France, Inde, Japon, Pakistan et Royaume-Uni), attestent de l'impact des médias dans ce domaine. La consommation d'informations sur le climat est en hausse et près de deux tiers des consommateurs d'informations estiment que les médias jouent un rôle important en influençant les décisions et les mesures prises par les gouvernements et les entreprises en matière de changement climatique¹³². De même, selon les données d'une enquête portant sur un échantillon de 40 pays, les médias d'information constituent la source d'informations sur le climat la plus largement utilisée¹³³.

Du côté de l'offre, l'analyse de l'actualité liée au climat souligne que la couverture est de plus en plus mondiale et sensible aux événements politiques connexes. La couverture du risque climatique n'est pas un phénomène propre aux pays riches et constitue aujourd'hui un sujet majeur de la couverture médiatique dans le monde¹³⁴. Les rapports suivent de près les événements importants et leur donnent de la place, avec des pics de couverture climatique qui peuvent atteindre 40 % lors des principaux sommets et de la parution de publications phares¹³⁵. De même, la qualité de la couverture est souvent plus élevée qu'on ne le pense généralement : une étude a montré que 90 % des informations portant sur le climat produites par 17 grands médias au Royaume-Uni, en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada et aux États-Unis représentaient correctement le consensus scientifique sur le changement climatique d'origine humaine¹³⁶.



Conclusion et perspectives

La liberté et la prospérité des médias peuvent être mises en péril par toute une série de pressions politiques et économiques. Pourtant, des preuves empiriques solides, multiformes et de plus en plus nombreuses permettent de penser que des médias libres et indépendants ainsi qu'un journalisme de qualité jouent un rôle essentiel dans la réponse aux grands défis de notre temps.

Quatre étiquettes pour des médias libres résument et illustrent bien l'importance de leur polyvalence :

- Les médias en tant que « quatrième pouvoir » mettent l'accent sur la fonction de surveillance critique d'un média libre en complément des contrôles et équilibres réciproques qui existent au sein et en marge du gouvernement, contribuant ainsi à demander des comptes aux pouvoirs publics et privés.
- Les médias en tant que « responsables de l'ordre du jour » renvoient à leur promesse et à leur capacité à donner la parole aux personnes marginalisées, à lutter contre la stigmatisation et à attirer l'attention sur des situations d'urgence telles que les pénuries alimentaires, afin de forcer la main des gouvernements pour les faire réagir¹³⁷.
- Les médias en tant qu'accoucheurs de « communautés imaginées » mettent en évidence leur capacité à construire des communautés, à accueillir des discours qui aident les sociétés plurielles à apprécier les perspectives multiples, à négocier les différences et à trouver un terrain d'entente.
- Enfin, le rôle des médias en tant que « canaris dans la mine de charbon »¹³⁸ souligne leur fragilité, leur fonction d'alerte précoce et leur rôle critique dans les dynamiques antidémocratiques. Les tentatives de cooptation ou d'entrave des médias sont au cœur de la plupart des tentatives de démantèlement des structures démocratiques et sont un signe avant-coureur de ce qui se passera à l'avenir.

Malgré les pressions subies par les médias indépendants dans le monde entier, on observe un niveau impressionnant d'expérimentation et d'adaptation de la sphère médiatique. Les notions de journalisme de paix et de journalisme environnemental ont été adaptées à l'ère numérique et au contexte contemporain de crises multiples et interdépendantes. De nouveaux modèles d'entreprise et de financement gagnent du terrain et attirent des ressources. De nouveaux mélanges de journalisme classique, de journalisme citoyen et de journalisme de données sont

en train de voir le jour. Les idées de réformes de la gouvernance des médias visant à renforcer la confiance du public s'articulent autour d'une plus grande transparence, d'effectifs plus diversifiés et d'un plus fort engagement du public¹³⁹. Les méthodologies de mesure de l'impact des médias et les exercices d'apprentissage évoluent et une série d'ouvrages sur les activités des médias libres dans des contextes autoritaires attestent d'impacts positifs, même dans des contextes difficiles et dégradés¹⁴⁰.

Il est clair que, face aux nombreuses menaces qui pèsent partout dans le monde sur les journalistes et les professionnels des médias, il convient de défendre avec passion et détermination la liberté de la presse. Ce document vise à montrer que le débat en faveur de la liberté des médias est plus crucial que jamais. Il s'agit d'un débat étayé par des preuves de qualité provenant de multiples disciplines universitaires et soutenu par les droits humains fondamentaux, notamment le droit à la liberté d'expression et le droit à l'information.

En conclusion, la liberté de la presse n'a jamais autant mérité notre protection.

Bibliographie

¹ Nic Newman et al., 'Reuters Institute Digital News Report 2023' (Reuters Institute for the Study of Journalism, 2023), <https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2023>.

² Penelope Abernathy, 'The State of Local News 2023', 16 November 2023, <https://localnewsinitiative.northwestern.edu/projects/state-of-local-news/2023/report/>; Tijana Blagojev et al., 'News Deserts in Europe' (Center for Media Pluralism and Media Freedom, 2023); Humberto Marquez, 'News Deserts Are Rampant in Latin America', *Inter Press Service* (blog), 14 June 2023, <https://www.globalissues.org/news/2023/06/14/34015>; Zixue Tai, Bai He, and Jianping Liu, 'Local News Deserts in China: The Role of Social Media and Personal Communication Networks', *Media and Communication* 11, no. 3 (2023): 426–36.

³ Michael Coppedge et al., 'V-Dem Dataset V11. 1', 2021, https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3956508.

⁴ UNESCO, 'World Trends in Freedom of Expression and Media Development: Global Report 2021/2022' (Paris: UNESCO, 2022), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000380618?2=null&queryId=0a30ee11-7640-48c0-b1c3-8d7e1e5dc867>.

⁵ BBC Media Action, 'Enabling Media Markets to Work for Democracy: An International Fund for Public Interest Media' (2020), <https://ifpim.org/wp-content/uploads/2021/04/IFPIM-Feasibility-Study-Final-April-29.pdf>

⁶ 'Universal Declaration of Human Rights', <https://www.un.org/en/about-us/universal-declaration-of-human-rights>

⁷ Joseph E. Stiglitz, Anya Schiffrin and Dylan W. Groves, 'Journalism for Development: the role of journalism promoting democracy and political accountability and sustainable development', UNESCO World trends in freedom of expression and media development (2024), <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000389301>.

⁸ Martijn Schoonvelde, 'Media Freedom and the Institutional Underpinnings of Political Knowledge', *Political Science Research and Methods* 2, no. 2 (October 2014): 163–78, <https://doi.org/10.1017/psrm.2013.18>; James M. Snyder and David Strömberg, 'Press Coverage and Political Accountability', *Journal of Political Economy* 118, no. 2 (2010): 355–408, <https://doi.org/10.1086/652903>.

⁹ Danny Hayes and Jennifer L. Lawless, 'As Local News Goes, So Goes Citizen Engagement: Media, Knowledge, and Participation in US House Elections', *The Journal of Politics* 77, no. 2 (April 2015): 447–62, <https://doi.org/10.1086/679749>; Snyder and Strömberg, 'Press Coverage and Political Accountability'.

¹⁰ Sam Schulhofer-Wohl and Miguel Garrido, 'Do Newspapers Matter? Short-Run and Long-Run Evidence From the Closure of The Cincinnati Post', *Journal of Media Economics* 26, no. 2 (1 April 2013): 60–81, <https://doi.org/10.1080/08997764.2013.785553>.

¹¹ Matthew Gentzkow, Jesse Shapiro, and Michael Sinkinson, 'The Effect of Newspaper Entry and Exit on Electoral Politics', NBER Working Paper (National Bureau of Economic Research, Inc, November 2009), https://www.nber.org/system/files/working_papers/w15544/w15544.pdf.

¹² Jenny C. Aker, Paul Collier, and Pedro C. Vicente, 'Is Information Power? Using Mobile Phones and Free Newspapers during an Election in Mozambique', *The Review of Economics and Statistics* 99, no. 2 (1 May 2017): 185–200, https://doi.org/10.1162/REST_a_00611.

¹³ Jeffrey Conroy-Krutz, 'Media Exposure and Political Participation in a Transitional African Context', *World Development* 110 (1 October 2018): 224–42, <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.05.002>.

¹⁴ Internews, 'Voter Turnout Increased Through Debates, Media Coverage in Liberia', Internews website (February 2019), <https://internews.org/story/voter-turnout-increased-through-debates-media-coverage-liberia/>.

¹⁵ Schulhofer-Wohl and Garrido, 'Do Newspapers Matter?', NBER Working Paper Series (March 2009), <https://doi.org/10.3386/w14817>.

¹⁶ Snyder and Strömberg, 'Press Coverage and Political Accountability', *Journal of Political Economy*, Vol. 118, No. 2 (April 2010), <https://doi.org/10.1086/652903>.

-
- ¹⁷ BBC Media Action, 'Tanzania: Role of Media to Increase Understanding and Participation in Local Decision Making', 2023, <https://www.bbc.co.uk/mediaaction/documents/tanzania-national-conversation5-research-summaryoct-2023.pdf>.
- ¹⁸ Pippa Norris, 'The Role of the Free Press in Promoting Democratization, Good Governance and Human Development', in *Media Matters: Perspectives on Advancing Governance & Development from the Global Forum for Media Development*, ed. Adnan Rehmat Rehmat et al. (Global Forum for Media Development, 2006), <https://doi.org/10.15868/socialsector.41947>; Jenifer Whitten-Woodring and Douglas A. Van Belle, 'The Correlates of Media Freedom: An Introduction of the Global Media Freedom Dataset', *Political Science Research and Methods* 5, no. 1 (2017): 179–88, https://ideas.repec.org/a/cup/pscirc/v5y2017i01p179-188_00.html.
- ¹⁹ Staffan I. Lindberg, 'The Nature of Democratic Backsliding in Europe', *Carnegie Europe* (blog), 2018, <https://carnegieeurope.eu/2018/07/24/nature-of-democratic-backsliding-in-europe-pub-76868>.
- ²⁰ Abhijit Banerjee, Eliana La Ferrara, and Victor Orozco, 'Entertainment, Education, and Attitudes Toward Domestic Violence', *AEA Papers and Proceedings* 109 (1 May 2019): 133–37, <https://doi.org/10.1257/pandp.20191073>.
- ²¹ Donald P. Green, Anna M. Wilke, and Jasper Cooper, 'Countering Violence Against Women by Encouraging Disclosure: A Mass Media Experiment in Rural Uganda', *Comparative Political Studies* 53, no. 14 (1 December 2020): 2283–2320, <https://doi.org/10.1177/0010414020912275>.
- ²² Donald P. Green et al., 'A Radio Drama's Effects on Attitudes Toward Early and Forced Marriage: Results From a Field Experiment in Rural Tanzania', *Comparative Political Studies* 56, no. 8 (1 July 2023): 1115–55, <https://doi.org/10.1177/00104140221139385>.
- ²³ Eric Arias, 'How Does Media Influence Social Norms? Experimental Evidence on the Role of Common Knowledge', *Political Science Research and Methods* 7, no. 3 (July 2019): 561–78, <https://doi.org/10.1017/psrm.2018.1>.
- ²⁴ Shatanjaya Dasgupta, 'Impact of Exposure to Mass Media on Female Empowerment: Evidence from India', *International Journal of Development Issues* 18, no. 2 (2019): 243–58.
- ²⁵ Bruno Emmanuel Ongo Nkoa et al., 'Does Social Media Improve Women's Political Empowerment in Africa?', *Telecommunications Policy* 47, no. 9 (1 October 2023): 102624, <https://doi.org/10.1016/j.telpol.2023.102624>.
- ²⁶ Niamh Ní Bhroin, Stine Sand, and Torkel Rasmussen, 'Indigenous Journalism, Media Innovation, and Social Change: A Review of Previous Research and Call for More Critical Approaches', *Nordicom Review* 42, no. 2 (1 July 2021): 185–206, <https://doi.org/10.2478/nor-2021-0050>.
- ²⁷ Council of Europe, 'Community Media Contributions to Citizens' Participation', August 2022, <https://rm.coe.int/community-media-contributions-to-citizens-participation-en/1680a94cd5>.
- ²⁸ Bruce Mutsaers and Susana Salgado, 'Is Citizen Journalism Dead? An Examination of Recent Developments in the Field', *Journalism* 23, no. 2 (1 February 2022): 354–71, <https://doi.org/10.1177/1464884920968440>; Seungahn Nah and Masahiro Yamamoto, 'Citizen Journalism, Political Discussion, and Civic Participation: Testing a Moderating Role of Media Credibility and Collective Efficacy: International Journal of Communication (19328036)', *International Journal of Communication (19328036)* 14 (January 2020): 5177–98; Einar Thorsen, 'Citizen Journalism', in *The Routledge Encyclopedia of Citizen Media* (Routledge, 2020).
- ²⁹ Benedict R. O'G Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, 6th impr (London: Verso, 1990), https://is.muni.cz/el/1423/podzim2013/SOC571E/um/Anderson_B_-_Imagined_Communities.pdf.
- ³⁰ European Commission, 'Eurobarometer 2966 / FL522' (European Commission, December 2023), <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/2966>.
- ³¹ Yphtach Lelkes, 'Winners, Losers, and the Press: The Relationship Between Political Parallelism and the Legitimacy Gap', *Political Communication* 33, no. 4 (October 2016): 523–43, <https://doi.org/10.1080/10584609.2015.1117031>; Matthew S. Levendusky, 'Why Do Partisan Media Polarize Viewers?', *American Journal of Political Science* 57, no. 3 (July 2013): 611–23, <https://doi.org/10.1111/ajps.12008>.
- ³² Minna Horowitz et al., 'A Framework for Assessing the Role of Public Service Media Organizations in Countering Disinformation', *Digital Journalism* 10, no. 5 (28 May 2022): 843–65, <https://doi.org/10.1080/21670811.2021.1987948>; Maria Kyriakidou and Stephen Cushion, 'Journalistic

Responses to Misinformation’, in *The Routledge Companion to Media Disinformation and Populism* (Routledge, 2021).

³³ Brandice Canes-Wrone et al., eds., ‘Local Newspapers and Ideological Accountability in US House Elections’, in *Accountability Reconsidered: Voters, Interests, and Information in US Policymaking* (Cambridge: Cambridge University Press, 2023), 129–49, <https://doi.org/10.1017/9781009168311.009>.

³⁴ Mark Stencel, Erica Ryan, and Joel Luther, ‘Misinformation Spreads, but Fact-Checking Has Levelled Off’, 21 June 2023, <https://reporterslab.org/misinformation-spreads-but-fact-checking-has-leveled-off/>.

³⁵ Tyler McBrien, ‘Defending the Vote: Estonia Creates a Network to Combat Disinformation, 2016–2020’ (Innovations for Successful Societies, December 2020), https://successfulsocieties.princeton.edu/sites/g/files/toruqf5601/files/TM_Estonia_Election_FINAL%20edited_JG.pdf.

³⁶ Alexis Bernigaud, ‘Fact Checkers Unite to Set the Record Straight: The Redcheq Alliance and Information Integrity in Colombia’s Regional Elections, 2019’ (Innovations for Successful Societies, July 2023), https://successfulsocieties.princeton.edu/sites/g/files/toruqf5601/files/documents/Colombia_RedCheq_Disinformation%20Final.pdf.

³⁷ Sarah Birch and Carolien Van Ham, ‘Getting Away with Foul Play? The Importance of Formal and Informal Oversight Institutions for Electoral Integrity’, *European Journal of Political Research* 56, no. 3 (2017): 487–511, <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12189>.

³⁸ Nicholas Kerr and Anna Lührmann, ‘Public Trust in Manipulated Elections: The Role of Election Administration and Media Freedom’, *Electoral Studies* 50 (2017): 50–67, <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0261379416304310>.

³⁹ Nic Cheeseman and Caryn Peiffer, ‘The Curse of Good Intentions: Why Anticorruption Messaging Can Encourage Bribery’, *American Political Science Review* 116, no. 3 (August 2022): 1081–95, <https://doi.org/10.1017/S0003055421001398>.

⁴⁰ Graeme Blair, Rebecca Littman, and Elizabeth Levy Paluck, ‘Motivating the Adoption of New Community-Minded Behaviors: An Empirical Test in Nigeria’, *SCIENCE ADVANCES* 5 No. 3 (March 2019), <https://doi.org/10.1126/sciadv.aau5175>.

⁴¹ Michael Bromley, ‘Investigative Journalism and Human Rights’, in *The Routledge Companion to Media and Human Rights* (Routledge, 2017).

⁴² Elizabeth Dávid-Barrett and Slobodan Tomić, ‘News Never Sleeps: When and How Transnational Investigative Journalism Complements Law Enforcement in the Fight against Global Corruption’, SOC-ACE Briefing Note, May 2022, <https://www.birmingham.ac.uk/documents/college-social-sciences/government-society/publications/news-never-sleeps-briefing.pdf>.

⁴³ ICIJ, ‘About the Deforestation Inc. Investigation’, 1 March 2023, <https://www.icij.org/investigations/deforestation-inc/about-deforestation-inc-investigation/>.

⁴⁴ James Hamilton, *Democracy’s Detectives: The Economics of Investigative Journalism* (Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press, 2016).

⁴⁵ OCCRP, ‘Impact to Date’, updated 15 August 2024, <https://www.occrp.org/en/about-us/impact-to-date>.

⁴⁶ Lucas Graves and Nabeelah Shabbir, ‘Gauging the Global Impacts of the “Panama Papers” Three Years Later’, Factsheet (Reuters Institute for the Study of Journalism, March 2019), https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/sites/default/files/2019-03/Graves_Gauging_the_Global_Impacts_of_the_Panama_Papers_FINAL_0.pdf.

⁴⁷ James O’Donovan, Hannes F. Wagner, and Stefan Zeume, ‘The Value of Offshore Secrets: Evidence from the Panama Papers’, *The Review of Financial Studies* 32, no. 11 (2019): 4117–55, <https://academic.oup.com/rfs/article/32/11/4117/5315531>.

⁴⁸ Nabamita Dutta and Sanjukta Roy, ‘The Interactive Impact of Press Freedom and Media Reach on Corruption’, *Economic Modelling* 58 (2016): 227–36.

⁴⁹ Patrick Flavin and Fielding Montgomery, ‘Freedom of the Press and Perceptions about Government Corruption’, *International Political Science Review* 41, no. 4 (1 September 2020): 554–66, <https://doi.org/10.1177/0192512119858469>.

⁵⁰ Nouf Binhadab, Michael Breen, and Robert Gillanders, ‘Press Freedom and Corruption in Business-State Interactions’, *Economic Systems* 45, no. 4 (1 December 2021): 100922, <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2021.100922>.

-
- ⁵¹ Aymo Brunetti and Beatrice Weder, 'A Free Press Is Bad News for Corruption', *Journal of Public Economics* 87, no. 7–8 (2003): 1801–24.
- ⁵² Djankov et al, 'Who Owns the Media?', *The Journal of Law and Economics* 46, No. 2 (October 2003), <https://doi.org/10.1086/377116>.
- ⁵³ Piero Stanig, 'Regulation of Speech and Media Coverage of Corruption: An Empirical Analysis of the Mexican Press', *American Journal of Political Science* 59, no. 1 (2015): 175–93, <https://doi.org/10.1111/ajps.12110>.
- ⁵⁴ Olesya Venger, 'Media Freedom and the Control of Nation's Sociolegal Problems of Governance: A Conjunctive Analysis of Asymmetric Effects and Multiple Causal Pathways', *Journal of Contemporary Criminal Justice* 33, no. 2 (1 May 2017): 173–88, <https://doi.org/10.1177/1043986216688821>.
- ⁵⁵ Claudio Ferraz and Frederico Finan, 'Exposing Corrupt Politicians: The Effects of Brazil's Publicly Released Audits on Electoral Outcomes*', *The Quarterly Journal of Economics* 123, no. 2 (1 May 2008): 703–45, <https://doi.org/10.1162/qjec.2008.123.2.703>; Horacio Larreguy, John Marshall, and James M Snyder Jr., 'Publicising Malfeasance: When the Local Media Structure Facilitates Electoral Accountability in Mexico', *The Economic Journal* 130, no. 631 (16 October 2020): 2291–2327, <https://doi.org/10.1093/ej/ueaa046>.
- ⁵⁶ Christine Kalenborn and Christian Lessmann, 'The Impact of Democracy and Press Freedom on Corruption: Conditionality Matters', *Journal of Policy Modeling* 35, no. 6 (November 2013): 857–86, <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2013.02.009>.
- ⁵⁷ Michael Schudson, *The Good Citizen: A History of American Civic Life* (Harvard University Press, 1999).
- ⁵⁸ DfID, 'Why Corruption Matters: Understanding Causes, Effects and How to Address Them', January 2015; Alina Mungiu-Pippidi, *The Quest for Good Governance: How Societies Develop Control of Corruption* (Cambridge: Cambridge University Press, 2015), <https://doi.org/10.1017/CBO9781316286937>.
- ⁵⁹ Michael Siegel and Lois Biener, 'Evaluating the Impact of Statewide Anti-Tobacco Campaigns: The Massachusetts and California Tobacco Control Programs', *Journal of Social Issues* 53, no. 1 (1997): 147–68, <https://doi.org/10.1111/j.1540-4560.1997.tb02436.x>.
- ⁶⁰ Ana Ortiz Salazar et al., 'Does Democracy Matter for Lifespan Inequalities? Regime Type and Premature Mortality by Sex', *Studies in Comparative International Development*, 11 October 2023, <https://doi.org/10.1007/s12116-023-09407-x>.
- ⁶¹ Amartya Sen, *The Idea of Justice*, 1. Harvard Univ. Press paperback ed (Cambridge, Mass: Belknap Press of Harvard Univ. Press, 2011).
- ⁶² T. Besley and R. Burgess, 'The Political Economy of Government Responsiveness: Theory and Evidence from India', *The Quarterly Journal of Economics* 117, no. 4 (1 November 2002): 1415–51, <https://doi.org/10.1162/003355302320935061>.
- ⁶³ Thomas J. Bollyky et al., 'The Relationships between Democratic Experience, Adult Health, and Cause-Specific Mortality in 170 Countries between 1980 and 2016: An Observational Analysis', *The Lancet* 393, no. 10181 (20 April 2019): 1628–40, [https://doi.org/10.1016/S0140-6736\(19\)30235-1](https://doi.org/10.1016/S0140-6736(19)30235-1).
- ⁶⁴ Simon Wigley et al., 'Autocratisation and Universal Health Coverage: Synthetic Control Study', *BMJ* 371 (23 October 2020): m4040, <https://doi.org/10.1136/bmj.m4040>.
- ⁶⁵ Simon Wigley and Arzu Akkoyunlu-Wigley, 'The Impact of Democracy and Media Freedom on Under-5 Mortality, 1961–2011', *Social Science & Medicine* 190 (2017): 237–46.
- ⁶⁶ Salazar et al., 'Does Democracy Matter for Lifespan Inequalities?', *Studies in Comparative International Development* (2023) 58:511–537, <https://doi.org/10.1007/s12116-023-09407-x>
- ⁶⁷ Dhriti Dhawan et al., 'Association between Different Types of Mass Media and Antenatal Care Visits in India: A Cross-Sectional Study from the National Family Health Survey (2015–2016)', *BMJ Open* 10, no. 12 (December 2020): e042839; Kaniz Fatema and Joseph T. Lariscy, 'Mass Media Exposure and Maternal Healthcare Utilization in South Asia', *SSM - Population Health* 11 (August 2020): 100614.
- ⁶⁸ Richard Gyan Aboagye et al., 'Association between Frequency of Mass Media Exposure and Maternal Health Care Service Utilization among Women in Sub-Saharan Africa: Implications for Tailored Health Communication and Education', ed. Catherine S. Todd, *PLOS ONE* 17, no. 9 (29 September 2022): e0275202.

-
- ⁶⁹ Wigley and Akkoyunlu-Wigley, 'The Impact of Democracy and Media Freedom on Under-5 Mortality, 1961–2011'.
- ⁷⁰ Roy Head et al., 'Can Mass Media Interventions Reduce Child Mortality?', *The Lancet* 386, no. 9988 (July 2015): 97–100.
- ⁷¹ Joanna Murray et al., 'Modelling the Effect of a Mass Radio Campaign on Child Mortality Using Facility Utilisation Data and the Lives Saved Tool (LiST): Findings from a Cluster Randomised Trial in Burkina Faso', *BMJ Global Health* 3, no. 4 (July 2018): e000808.
- ⁷² Roumen Dimitrov, Alenka Jelen, and Jacquie L'Etang, 'Taboos in Health Communication: Stigma, Silence and Voice', *Public Relations Inquiry* 11, no. 1 (1 January 2022): 3–35, <https://doi.org/10.1177/2046147X211067002>.
- ⁷³ The Lancet, 'Turning Taboos into Action', *The Lancet Oncology* 18, no. 9 (1 September 2017): 1137, [https://doi.org/10.1016/S1470-2045\(17\)30641-1](https://doi.org/10.1016/S1470-2045(17)30641-1).
- ⁷⁴ Jacob Bor, 'The Political Economy of AIDS Leadership in Developing Countries: An Exploratory Analysis', *Social Science & Medicine* 64, no. 8 (April 2007): 1585–99, <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2006.12.005>.
- ⁷⁵ Onyebuchi Chima Alexander et al., 'Influence of Radio Health Sensitisation Programme on HIV Stigmatisation among Residents of Owerri Metropolis, Nigeria', *Asian Journal of Advanced Research and Reports* 17, no. 10 (24 August 2023): 195–207, <https://doi.org/10.9734/ajarr/2023/v17i10544>.
- ⁷⁶ James Putzel, 'The Politics of Action on AIDS: A Case Study of Uganda', *Public Administration and Development* 24, no. 1 (February 2004): 19–30, <https://doi.org/10.1002/pad.306>.
- ⁷⁷ Mae Azango and Prue Clarke, 'Liberia bans female genital cutting in a triumph for local journalism', *Columbia Journalism Review* (March 2018), https://www.cjr.org/first_person/liberia-female-mutilation.php.
- ⁷⁸ Stefania Vicari and Franco Cappai, 'Health Activism and the Logic of Connective Action. A Case Study of Rare Disease Patient Organisations', *Information, Communication & Society* 19, no. 11 (November 2016): 1653–71, <https://doi.org/10.1080/1369118X.2016.1154587>.
- ⁷⁹ Irena Melnikova, 'Rare Diseases and Orphan Drugs', *Nature Reviews Drug Discovery* 11, no. 4 (1 April 2012): 267–68, <https://doi.org/10.1038/nrd3654>.
- ⁸⁰ Svenja Litzkendorf et al., 'Use and Importance of Different Information Sources among Patients with Rare Diseases and Their Relatives over Time: A Qualitative Study', *BMC Public Health* 20, no. 1 (5 June 2020): 860, <https://doi.org/10.1186/s12889-020-08926-9>.
- ⁸¹ Vicari and Cappai, 'Health Activism and the Logic of Connective Action. A Case Study of Rare Disease Patient Organisations'.
- ⁸² Timothy Besley and Sacha Dray, 'The Political Economy of Lockdown: Does Free Media Matter?', *European Journal of Political Economy* 78 (1 June 2023): 102361, <https://doi.org/10.1016/j.ejpoleco.2023.102361>.
- ⁸³ BBC Media Action, Nigeria: Using interactive formats to engage young people about COVID-19 vaccination and services' (October 2023), <https://www.bbc.co.uk/mediaaction/documents/unicef-youth-co-creation--evaluation-research-summary-2023.pdf>
- ⁸⁴ Internews, 'Listening to Communities to Help Stop Ebola in the DRC' (June 2020), <https://internews.org/story/listening-communities-help-stop-ebola-drc/>
- ⁸⁵ Andrey Simonov et al., 'Frontiers: The Persuasive Effect of Fox News: Noncompliance with Social Distancing During the COVID-19 Pandemic', *Marketing Science* 41, no. 2 (March 2022): 230–42, <https://doi.org/10.1287/mksc.2021.1328>.
- ⁸⁶ UNESCO, 'World Trends in Freedom of Expression and Media Development: Global Report 2021/2022', <https://www.unesco.org/reports/world-media-trends/2021/en>.
- ⁸⁷ Ibid.
- ⁸⁸ Emily Kubin and Christian Von Sikorski, 'The Role of (Social) Media in Political Polarization: A Systematic Review', *Annals of the International Communication Association* 45, no. 3 (3 July 2021): 188–206, <https://doi.org/10.1080/23808985.2021.1976070>.
- ⁸⁹ Marina Nord, Martin Lundstedt, and Staffan I Lindberg, 'Media Freedom, Democracy and Security' (OSCE Representative on Freedom of the Media, Varieties of Democracy Institute at the University of Gothenburg, July 2024), https://www.osce.org/files/f/documents/3/0/572878_0.pdf.
- ⁹⁰ Seung-Whan Choi and Patrick James, 'Media Openness, Democracy and Militarized Interstate Disputes', *British Journal of Political Science* 37, no. 1 (January 2007): 23–46, <https://doi.org/10.1017/S0007123407000026>.

-
- ⁹¹ Sudeshna Pal, 'Media Freedom and Socio-Political Instability', *Peace Economics, Peace Science and Public Policy* 17, no. 1 (5 January 2011), <https://doi.org/10.2202/1554-8597.1196>.
- ⁹² Sabine C Carey, Belén González, and Neil J Mitchell, 'Media Freedom and the Escalation of State Violence', *Political Studies* 71, no. 2 (1 May 2023): 440–62, <https://doi.org/10.1177/003232172111020243>.
- ⁹³ Douglas A. Van Belle, 'Press Freedom and the Democratic Peace', *Journal of Peace Research* 34, no. 4 (1997): 405–14.
- ⁹⁴ Mahfuz Anam, 'The Media and Development in Bangladesh', in *The Right to Tell: The Role of Mass Media in Economic Development*, ed. Roumeen Islam (World Bank Publications Washington, DC, 2002), 267–74, https://books.google.com/books?hl=en&lr=&id=56punuel7GOC&oi=fnd&pg=PA267&dq=The+media+and+development+in+Bangladesh.&ots=yteQqj1nEW&sig=amZGtX12MoBqalC_a_bDDwSSoL0.
- ⁹⁵ Kalle Moene and Tina Søreide, 'Combating Corruption: Investigative Journalists on the Frontlines', in *Making Transparency Possible*, ed. Mona Thowsen and Roy Krøvel (Cappelen Damm Akademisk, 2019), https://library.oapen.org/bitstream/handle/20.500.12657/25724/MTP_PDF.pdf?sequence=1#page=110.
- ⁹⁶ Council of Europe, 'Community Media Contributions to Citizens' Participation'.
- ⁹⁷ Wilhelm Kempf, 'Concepts and Conceptions of Peace Journalism: Conflict & Communication', *Conflict & Communication* 18, no. 2 (July 2019): 1–11.
- ⁹⁸ Annika Sehl et al., 'Peace Journalism in the Digital Age: Exploring Opportunities, Impact, and Challenges', 2023, <https://doi.org/10.34669/WI.WJDS/3.3.5>.
- ⁹⁹ International Initiative for Impact Evaluation (3ie) et al., 'Strengthening Intergroup Social Cohesion in Fragile Situations', 2021st ed. (International Initiative for Impact Evaluation (3ie), February 2021), <https://doi.org/10.23846/SR00046>.
- ¹⁰⁰ Yll Bajraktari and Christina Parajon, 'The Role of the Media in Conflict', *United States Institute of Peace* (blog), 1 June 2007, <https://www.usip.org/publications/2007/06/role-media-conflict>.
- ¹⁰¹ Yangyang Chen et al., 'The Monitoring Role of the Media: Evidence from Earnings Management', *Journal of Business Finance & Accounting* 48, no. 3–4 (2021): 533–63, <https://doi.org/10.1111/jbfa.12490>.
- ¹⁰² Shiu-Ming Ko et al., 'Media Coverage and the Incidence of Financial Restatements in Taiwan', *Advances in Management and Applied Economics*, 8 August 2023, 67–88, <https://doi.org/10.47260/amae/1364>.
- ¹⁰³ Lili Dai, Jerry T. Parwada, and Bohui Zhang, 'The Governance Effect of the Media's News Dissemination Role: Evidence from Insider Trading', *Journal of Accounting Research* 53, no. 2 (2015): 331–66, <https://doi.org/10.1111/1475-679X.12073>.
- ¹⁰⁴ Jennifer R. Joe, Henock Louis, and Dahlia Robinson, 'Managers' and Investors' Responses to Media Exposure of Board Ineffectiveness', *Journal of Financial and Quantitative Analysis* 44, no. 3 (June 2009): 579–605, <https://doi.org/10.1017/S0022109009990044>.
- ¹⁰⁵ Joel Peress, 'The Media and the Diffusion of Information in Financial Markets: Evidence from Newspaper Strikes', *The Journal of Finance* 69, no. 5 (October 2014): 2007–43, <https://doi.org/10.1111/jofi.12179>.
- ¹⁰⁶ Tuan Viet Le, 'Freedom of the Press and Equity Returns: Empirical Investigation in Emerging Markets', *Global Journal of Emerging Market Economies* 12, no. 3 (1 September 2020): 359–77, <https://doi.org/10.1177/0974910120967155>.
- ¹⁰⁷ Sara Abed Masrorkhah and Thorsten Lehnert, 'Press Freedom and Jumps in Stock Prices', *Economic Systems* 41, no. 1 (1 March 2017): 151–62, <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2016.05.009>.
- ¹⁰⁸ Edina Berlinger et al., 'Press Freedom and Operational Losses: The Monitoring Role of the Media', *Journal of International Financial Markets, Institutions and Money* 77 (2022): 101496.
- ¹⁰⁹ Jiaying You, Bohui Zhang, and Le Zhang, 'Who Captures the Power of the Pen?', *The Review of Financial Studies* 31, no. 1 (1 January 2018): 43–96, <https://doi.org/10.1093/rfs/hhx055>.
- ¹¹⁰ Michael W. Toffel, Jodi L. Short, and Melissa Ouellet, 'Codes in Context: How States, Markets, and Civil Society Shape Adherence to Global Labor Standards: Regulation & Governance', *Regulation & Governance* 9, no. 3 (September 2015): 205–23, <https://doi.org/10.1111/rego.12076>.
- ¹¹¹ Jeremy Nguyen et al., 'Press Freedom and the Global Economy: The Cost of Slipping Backwards', *Journalism Studies* 22, no. 4 (12 March 2021): 399–417, <https://doi.org/10.1080/1461670X.2021.1873822>.
- ¹¹² Andrew C. Call et al., 'Meet the Press: Survey Evidence on Financial Journalists as Information Intermediaries', *Journal of Accounting and Economics* 73, no. 2 (1 April 2022): 101455, <https://doi.org/10.1016/j.jacceco.2021.101455>.

-
- ¹¹³ Petter Gottschalk, 'Filling the Gap in White-Collar Crime Detection Between Government and Governance: The Role of Investigative Journalists and Fraud Examiners', *Journal of White Collar and Corporate Crime* 2, no. 1 (1 January 2021): 36–46, <https://doi.org/10.1177/2631309X20925818>.
- ¹¹⁴ Alexander Dyck, Adair Morse, and Luigi Zingales, 'Who Blows the Whistle on Corporate Fraud?', *The Journal of Finance* 65, no. 6 (December 2010): 2213–53, <https://doi.org/10.1111/j.1540-6261.2010.01614.x>.
- ¹¹⁵ Judit Lilla Keresztúri, Edina Berlinger, and Ágnes Lublóy, 'Blowing the Whistle on Corporate Fraud: The Role of Regulators and Journalists in the Financial vs Non-Financial Sectors', *Applied Economics* 55, no. 11 (3 March 2023): 1273–84, <https://doi.org/10.1080/00036846.2022.2096872>.
- ¹¹⁶ Riste Ichev, 'Reported Corporate Misconducts: The Impact on the Financial Markets', *PLOS ONE* 18, no. 2 (9 February 2023): e0276637, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0276637>.
- ¹¹⁷ Michael Hadani, Berna Aksu, and Susan Coombes, 'Fifteen Minutes of Fame? The Impact of Media Visibility and Media Reputation on the Relationship between Corporate Political Activity and Government Contract Awards', *Academy of Management Discoveries* 7, no. 1 (March 2021): 57–84, <https://doi.org/10.5465/amd.2018.0064>.
- ¹¹⁸ Binhadab, Breen, and Gillanders, 'Press Freedom and Corruption in Business-State Interactions', *Economic Systems* 45 no. 4 (December 2021), <https://doi.org/10.1016/j.ecosys.2021.100922>.
- ¹¹⁹ Francisco José Veiga, Linda Gonçalves Veiga, and Atsuyoshi Morozumi, 'Political Budget Cycles and Media Freedom', *Electoral Studies* 45 (2017): 88–99, <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2016.11.008>.
- ¹²⁰ Anis Omri and Nejah Ben Mabrouk, 'Good Governance for Sustainable Development Goals: Getting Ahead of the Pack or Falling Behind?', *Environmental Impact Assessment Review* 83 (1 July 2020): 106388, <https://doi.org/10.1016/j.eiar.2020.106388>.
- ¹²¹ Bill Kovarik, 'The Rise of Environmental Journalism in Asia, Africa, and Latin America', in *Routledge Handbook of Environmental Journalism* (Routledge, 2020).
- ¹²² Reporters without Borders, 'Scorched Lands of Journalism in the Amazon.Pdf', 2023, <https://rsf.org/sites/default/files/medias/file/2023/09/Scorched%20lands%20of%20journalism%20in%20the%20Amazon.pdf>.
- ¹²³ Gideon Sarpong, 'Guide to Investigating Organized Crime in Africa: Chapter 3 — Crimes on the Oceans', Global Investigative Journalism Network website (December 2022), <https://gijn.org/resource/guide-investigating-organized-crime-in-africa-chapter-8-investigating-crimes-oceans/>
- ¹²⁴ Vangmayi Parakala, 'A Photo-Journalistic Exhibit in Bikaner House, Delhi Is an Eye-Opener on India's Air Pollution Crisis', *The Hindu*, 7 June 2019, sec. Society, <https://www.thehindu.com/society/ishan-tankha-aruna-chandrasekhars-photo-journalism-exhibit-on-air-pollution-in-india/article27602757.ece>.
- ¹²⁵ Sego Ruth Cheron, 'An Assessment of the Influence of News Media in the Development of Environmental Governance in Kenya' (Master's Thesis, University of Nairobi, 2013).
- ¹²⁶ Internews, 'Training Sparks Pollution Probe that Ends in Positive Change' (November 2020), <https://internews.org/story/training-sparks-pollution-probe-ends-positive-change/>.
- ¹²⁷ Alex Tumuhimbise, 'How Monitor story saved swamps from illegal miners in Kakumiro', Monitor website (June 2021), <https://www.monitor.co.ug/uganda/news/national/how-monitor-story-saved-swamps-from-illegal-miners-in-kakumiro-3439274>.
- ¹²⁸ Danielle Keeton-Olsen, 'Small wins for Indigenous Malaysian activists in dispute with timber giant', Mongabay website (October 2023), <https://news.mongabay.com/2023/10/small-wins-for-indigenous-malaysian-activists-in-dispute-with-timber-giant/>
- ¹²⁹ Inma Martínez-Zarzoso and Jennifer Phillips, 'Freedom of the Press, Inequality and Environmental Policy', *Environment and Development Economics* 25, no. 6 (December 2020): 537–60, <https://doi.org/10.1017/S1355770X20000339>.
- ¹³⁰ Umut Uzar, 'More Press Freedom More Renewable Energy: Analysis for High Income OECD Countries', *Journal of Cleaner Production* 428 (20 November 2023): 139386, <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2023.139386>.
- ¹³¹ Zhibin Gao and Zengrong Li, 'Role of Free Media and Political Openness in Achieving Resources Efficiency and Sustainability', *Resources Policy* 90 (1 March 2024): 104801, <https://doi.org/10.1016/j.resourpol.2024.104801>.

-
- ¹³² Waqas Ejaz, Mitali Mukherjee, and Richard Fletcher, 'Climate Change News Audiences: Analysis of News Use and Attitudes in Eight Countries', (Reuters Institute for the Study of Journalism, 2023), <https://doi.org/10.60625/RISJ-DT2T-DM19>.
- ¹³³ Nic Newman et al., 'Reuters Institute Digital News Report 2020', (Reuters Institute for the Study of Journalism, 2020), <https://doi.org/10.60625/RISJ-048N-AP07>.
- ¹³⁴ Ralf Barkemeyer et al., 'Media Coverage of Climate Change: An International Comparison', *Environment and Planning C: Politics and Space* 35, no. 6 (September 2017): 1029–54, <https://doi.org/10.1177/0263774X16680818>.
- ¹³⁵ Maxwell Boykoff and Olivia Pearman, 'Now or Never: How Media Coverage of the IPCC Special Report on 1.5°C Shaped Climate-Action Deadlines', *One Earth* 1, no. 3 (November 2019): 285–88, <https://doi.org/10.1016/j.oneear.2019.10.026>.
- ¹³⁶ Maxwell Boykoff, Meaghan Daly, and Lucy McAllister, 'Commentary: The Beat Goes On? Print Media Coverage of Anthropogenic Climate Change over the Past Three Decades', *Global Environmental Change* 71 (1 November 2021): 102412, <https://doi.org/10.1016/j.gloenvcha.2021.102412>.
- ¹³⁷ Sen, *The Idea of Justice*.
- ¹³⁸ Anita R Gohdes and Sabine C Carey, 'Canaries in a Coal-Mine? What the Killings of Journalists Tell Us about Future Repression', *Journal of Peace Research* 54, no. 2 (March 2017): 157–74, <https://doi.org/10.1177/0022343316680859>.
- ¹³⁹ Sayan Banerjee et al., 'Strategies for Building Trust in News: What the Public Say They Want across Four Countries' (Reuters Institute for the Study of Journalism, 2023), <https://doi.org/10.60625/RISJ-2PYM-4A08>.
- ¹⁴⁰ JunHyeok Jang, 'Subnational Elections and Media Freedom in Autocracies: Diffusion of Local Reputation and Regime Survival', *Political Research Quarterly* 75, no. 4 (1 December 2022): 1321–34, <https://doi.org/10.1177/10659129211066895>; Greg Chih-Hsin Sheen, Hans H. Tung, and Wen-Chin Wu, 'Power Sharing and Media Freedom in Dictatorships', *Political Communication* 39, no. 2 (4 March 2022): 202–21, <https://doi.org/10.1080/10584609.2021.1988009>.